

Accord collectif

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS CADRES
DES EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE, DE VITICULTURE, D'ÉLEVAGE,
DE MARAÎCHAGE, D'HORTICULTURE, DE PÉPINIÈRES,
DES ETAF, DES CUMA
ET DES ASSOCIATIONS DE REMPLACEMENT
(Loire-Atlantique)
(17 février 2006)**

AVENANT N° 1 DU 26 NOVEMBRE 2012
À L'ACCORD DU 17 FÉVRIER 2006

NOR : AGRS1397070M

Entre :

La FNSEA de Loire-Atlantique ;

Le syndicat des vignerons indépendants de Nantes ;

La fédération des maraîchers nantais ;

Le syndicat des pépiniéristes et horticulteurs de Loire-Atlantique ;

Le groupement des entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers de Loire-Atlantique ;

L'union des CUMA des Pays de la Loire ;

Le service de remplacement de Loire-Atlantique,

D'une part, et

La CFDT Product Agri 44 et Transfo Agro Nantes ;

L'UD CFTC Loire-Atlantique ;

L'UD CGT-FO Loire-Atlantique,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le troisième alinéa de l'article 2 « Incapacité temporaire » est remplacé par :

« – à partir du 8^e jour d'arrêt, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée et aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales. ».

Article 2

Le tableau de l'article 3 « Cotisations » est remplacé par :

(En pourcentage.)

	TRANCHE A			TRANCHES B/C		
	Part patronale	Part salariale	Total TA	Part patronale	Part salariale	Total TB/TC
Incapacité temporaire du 4 ^e au 7 ^e jour en accident et maladie de la vie privée		0,10	0,10		0,17	0,17

Article 3

L'article 7 devient l'article 5.

Article 4

L'article 8 devient l'article 6.

Au premier alinéa de cet article, les mots : « au service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Pays de la Loire, 12, rue Menou, 44035 Nantes » sont remplacés par : « à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, tour Bretagne, place de Bretagne, 44047 Nantes Cedex 01 ».

Article 5

L'article 9 devient l'article 7.

Article 6

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Le présent avenant entrera en vigueur à compter 1^{er} janvier 2013.

Fait à Nantes, le 26 novembre 2012.

(Suivent les signatures.)